

Du 04 juillet 2019

-----

Rôle Général

BJ/TCC/2019/0112

Rafiou GBADAMASSI

C/

Fulbert MONTCHO et Gabriel  
KPATENON

(Maître Faustin ATCHADE)

**Intervenante forcée :**

Société Multi Services Security  
(MMS) SARL

-----

OBJET

Dommages-intérêts

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

**Président** : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

**Assesseurs** : Maurice YEDOMON et Laurent  
SOGNONNOU

**Ministère Public** : Elonm Mario METONOU

**Greffier** : Dominique Sènou KOUTON

Débat le 13 juin 2019 ;

Jugement contradictoire prononcé à l'audience  
publique du 04 juillet 2019 ;

**PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDEUR**

**Rafiou GBADAMASSI**, Mainteneur, de nationalité  
béninoise, demeurant et domicilié à Zogbadjè,  
commune d'Abomey-Calavi;

**DEFENDEURS**

**Fulbert MONTCHO**, Conseiller juridique, de  
nationalité béninoise, exerçant sous l'enseigne du  
cabinet M. Conseils, sis à côté du Commissariat de  
Fidjrossè, C/ 1664-G Cotonou, demeurant et domicilié  
audit lieu;

**Gabriel KPATENON**, Agent des douanes, de  
nationalité béninoise, demeurant et domicilié à  
Zogbadjè, derrière clôture IITA, maison KPATENON ;

Assistés de Maître Faustin ATCHADE, Avocat au Barreau du Bénin ;

### INTERVENANTE FORCEE :

**La Société Multi Services Security (MSS) SARL**, ayant son siège à Cotonou, représentée par son Gérant, Monsieur Issifou SEIBOU, demeurant et domicilié ès-qualités audit siège ;

### LE TRIBUNAL,

*Vu les pièces du dossier ;  
Où les parties en leurs prétentions ;  
Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 07 février 2019, Rafiou GBADAMASSI a attiré Fulbert MONTCHO et Gabriel KPATENON devant le tribunal de commerce de Cotonou pour solliciter le paiement de dommages-intérêts ;

A l'appui de ses demandes, Rafiou GBADAMASSI expose qu'il a pris à bail, à usage professionnel, suivant contrat du 1<sup>er</sup> janvier 2016, un local auprès de Fulbert MONTCHO, agissant pour le compte de Gabriel KPATENON ;

Qu'en sus du loyer de FCFA trente-cinq mille (35.000), il a été convenu au titre de frais de gardiennage, la somme de FCFA trois mille (3.000) ;

Qu'il a régulièrement honoré ses obligations à l'égard du bailleur ;

Que cependant que celui-ci a manqué aux siennes en ce qui concerne la garde de l'immeuble ;

Que toutes ses relances pour voir le bailleur remédier à cette situation ont été vaines ;

Que c'est en l'état que dans la nuit du 06 mars 2018, il a été victime d'un vol de plusieurs objets dont la valeur totale est de FCFA deux millions cent dix mille cinq cent (2.110.500) ;

Que ce vol est survenu en raison de la violation par le bailleur de ses obligations contractuelles en n'assurant pas la garde de l'immeuble comme convenu ;

Qu'il sollicite donc la condamnation de Fulbert MONTCHO et Gabriel KPATENON à lui payer les sommes de 2.110.500 FCFA représentant le montant des objets volés et de 1.000.000 FCFA à titre de dommages-intérêts pour manque à gagner ;

En réplique, Fulbert MONTCHO et Gabriel KPATENON soutiennent que c'est soucieux de la sécurité de l'immeuble que le bailleur a requis les services de la société de gardiennage MMS SARL, suivant contrat du 29 mai 2017 ;

Que l'agent commis par la société à la garde de l'immeuble ayant abandonné son poste, la société MMS en a été informée et a promis de pourvoir à son remplacement, ce qu'elle n'a pas fait ;

Que contrairement aux moyens de la société de gardiennage, le contrat était en cours au moment de la survenance du vol ;

Que la réparation du préjudice découlant dudit vol incombe donc à la société MMS SARL conformément au contrat de gardiennage ;

Que c'est à cet effet, qu'ils ont assigné ladite société en intervention forcée ;

Qu'ils sollicitent du tribunal de rejeter la demande de leur condamnation et de constater que le préjudice causé à Rafiou GBADAMASSI est du fait de la société MMS SARL et la condamner au paiement de la somme de FCFA cinq millions (5.000.000) à titre de dommages-intérêts en sus du paiement de la valeur des objets volés ;

En réaction à son assignation en intervention forcée, la société MMS SARL explique que face aux difficultés persistantes qu'elle rencontrait pour remplacer l'agent qui gardait l'immeuble, elle a notifié à son cocontractant la rupture du contrat de gardiennage ;

Qu'elle n'avait donc plus la charge de la garde de l'immeuble au moment où le vol a été commis ;

Qu'elle sollicite donc sa mise hors de cause et le rejet de la demande de dommages-intérêts formulée par Fulbert MONTCHO ;

### **1. Sur les dommages-intérêts**

Attendu que l'auteur direct ou indirect d'un fait qui cause dommage à autrui est tenu à réparation ;

Attendu qu'en l'espèce, Rafiou GBADAMASSI a été victime d'un vol en raison de la défaillance dans la garde du local qu'il a loué auprès de Fulbert MONTCHO alors même qu'il a régulièrement payé sa part des frais de gardiennage qui lui incombait auprès de Fulbert MONTCHO ;

Que la société MMS SARL est chargée de la garde de l'immeuble en vertu du contrat de gardiennage et de surveillance du 29 mai 2017, intervenu entre elle et Fulbert MONTCHO ;

Que selon les stipulations du contrat de gardiennage, la société MMS SARL est tenue de réparer tout préjudice en cas de vol et de souscrire à cet effet, une police d'assurance ;

Que la société MMS SARL ne prouve et n'offre de justifier la rupture dudit contrat ;

Que la réparation du préjudice incombe à la société MMS SARL ;

Que Rafiou GBADAMASSI n'est cependant pas dans une relation contractuelle directe avec la société MMS SARL ;

Qu'il y a donc lieu de condamner solidairement Fulbert MONTCHO à la réparation du préjudice subi par Rafiou GBADAMASSI en raison du vol ;

Attendu que la réparation du préjudice doit être équivalente au dommage réellement subi ;

Qu'aucun élément du dossier ne permet de justifier que les objets dont les reçus d'achat ont été produits, se trouvaient dans le local et ont été par la suite volés ;

Que les reçus d'achat d'objets produits par Rafiou GBADAMASSI ne sont pas tous établis en son nom ;

Qu'il y a lieu de ramener les demandes de Rafiou GBADAMASSI à juste proportion en condamnant solidairement Fulbert MONTCHO à lui payer la somme de FCFA un million (1.000.000) à titre de

dommages-intérêts pour toutes causes de préjudice confondues ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard de Rafiou GBADAMASSI, Fulbert MONTCHO, la société Service Security Sarl (MSS), et par défaut à l'égard de Gabriel KPATENON, en matière commerciale et en premier ressort ;

Condamne Fulbert MONTCHO à payer Rafiou GBADAMASSI la somme de francs CFA un million ((1.000.000) à titre de dommages-intérêts pour toutes causes de préjudice ;

Déboute Rafiou GBADAMASSI du surplus de ses demandes ;

Condamne Fulbert MONTCHO aux dépens.

**ONT SIGNE**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**